



« Dialogue Social »,

vous avez dit ?

- **Vote unanime des 9 organisations syndicales de la Fonction Publique contre le projet de Loi Dussopt de liquidation de la Fonction Publique, du statut des fonctionnaires et des services publics ...**
... *Mais* le Président de la République et son gouvernement persistent à vouloir imposer cette loi comme à maintenir leur politique sociale injuste menée au profit des plus fortunés
- **Rejet ultra-majoritaire (15 voix contre 5) par le comité technique conjoint INRA-IRSTEA du projet de note de service par lequel les PDGs veulent imposer une pré-affectation des agents des services d'appui avant même qu'un Institut unique ne soit créé...**
... *Mais* les PDGs sortent cette note de service sans coup férir !
- **Deux réunions de chaque « groupe de travail »** sur une demi-journée....**
... Et les PDGs s'apprêtent à faire voter en toute hâte le projet de décret instituant l'Institut unique, le projet de décret sur les statuts des personnels, et l'ensemble des dispositions RH (supprimant au passage 5 jours de congés aux agents INRA sur les 30 actuels pour les remplacer par des RTT), cela sans même qu'un quelconque débat n'ait impliqué l'ensemble des agents de l'INRA comme de l'IRSTEA !

Une minorité d'organisations (dont aucune n'est d'ailleurs représentative à l'Irstea), et certain.e.s de leurs élu.e.s, ont malheureusement fait le choix de faire allégeance et d'accompagner cette politique néfaste des PDGs ; et pour cela, il est plus confortable de diffamer ceux qui entendent défendre les intérêts des salariés...

La CGT-INRA dénonce cette parodie de démocratie et de « dialogue social » à tous les niveaux,

qui ne tient aucun compte des positions majoritaires des représentants syndicaux et expulse la masse des salariés et de la population de toute possibilité de faire valoir leurs revendications.

En outre, par bien des aspects cette fusion est complètement cohérente avec les mesures anti-fonction publique que toutes les fédérations syndicales de la fonction publique rejettent en bloc

Le Jeudi 9 Mai,
avec la totalité des fédérations syndicales de la Fonction Publique
qui appellent à la grève, mobilisons-nous en masse
pour obtenir l'abandon du projet de Loi Fonction Publique !



(** 6 Groupes de Travail : GT1 : décret organique, instances // GT2 : décret statutaire des personnels // GT3 : emplois, carrières et rémunération // GT4 : Temps de travail et congés // GT5 : politique sociale, politique handicap // GT6 : accompagnement individuel et collectif)



**LE 9 MAI 2019
EN GRÈVE POUR L'AVENIR
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI**

Le projet de loi « Fonction Publique » compte 33 articles, qui modifient les 4 titres constituant le Statut Général des Fonctionnaires, ainsi que le Code de la Santé Publique, le Code de l'Action Sociale et le Code Général des Collectivités Territoriales.

Suppression des CHSCT

CT (Comité Technique) et CHSCT (Comité Hygiène Santé et Conditions de Travail) fusionnés puis remplacés par un Comité Social Administratif en 2022.

Le CHSCT est l'instance garante de l'application du code du travail en matière de santé et sécurité au travail : sa suppression est une atteinte directe au droit à la santé au travail.

Recours aux contractuels sur des emplois permanents ;

Création des Contrats de Projet n'ouvrant droit ni à un CDI ni à la titularisation.

Création des ruptures conventionnelles donnerait lieu à indemnité dont le montant - minimal et maximal - serait fixé par décret.

Réduction du nombre des Commissions Administratives Paritaires (CAP)

par la création de CAP non plus par corps mais par catégorie hiérarchique A, B et C.

Fin des prérogatives des CAP

Avancements et mobilités uniquement à la tête du client.

Avis des CAP supprimé sur les questions de mobilités, d'avancements et de promotions internes. Et "mérite" apprécié par le supérieur hiérarchique.

Création d'un niveau de sanction d'exclusion : l'exclusion temporaire de fonctions de 3 jours serait créée et pourrait être donnée sans passage préalable devant CAP.

Il s'agit d'un démantèlement organisé autour du fonds de commerce populiste anti-fonctionnaire et anti-services publics, le tout combiné à une volonté assumée de liquider le régime de retraites particulier des fonctionnaires et diminuer drastiquement le niveau des pensions avec la **retraite par points sur toute la carrière au lieu du calcul sur les 6 deniers mois.**

La CGT-INRA appelle les salariés de l'Institut, titulaires et non-titulaires à se réunir en Assemblées générales dans les centres et services d'ici au 8 Mai afin de préparer une grève massive pour le 9 Mai et de discuter de la poursuite du mouvement jusqu'à l'abandon du projet de loi.

Faisons aussi des manifestations du 1^{er} Mai un temps fort de cette mobilisation !